

HUBERT VEDRINE

Ancien ministre des Affaires étrangères français

Jim Hoagland, Rédacteur en chef adjoint et éditorialiste, *Washington Post*

Jusque là, la tonalité de nos débats a été assez positive. Passons maintenant au Moyen-Orient. Alors qu'il est généralement admis que cette région du monde a d'énormes problèmes, il me semble que la solution de ces problèmes qui est de plus en plus admise et évidente, c'est deux Etats vivants côte à côte et en paix. Nous allons donc parler du Moyen-Orient mais nous en parlerons dans la perspective de savoir comment arriver à cette solution et ceci dans le contexte du Golfe persique, particulièrement de la chance de l'Iran, ou du problème iranien, comme vous allez le voir. Les observations de nos intervenants sur ce point seront également les bienvenues. Après avoir établi le cadre des commentaires pour nos participants du Moyen-Orient, j'aimerais vous présenter un vieil ami, l'un des plus grands penseurs stratégiques au monde, Hubert Védrine, l'ancien ministre français des Affaires étrangères.

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères français

Nous pensons tous que le sujet proposé est central, et complètement bloqué. Nous sommes tous accablés. Pour apporter un peu d'air dans tout cela, je vais vous présenter un petit scénario rapide de politique fiction, qui sera un scénario de paix.

Dans un premier temps, le Premier ministre israélien dit au Président des États-Unis qu'il voudrait bien bouger, mais qu'il ne peut pas. Il est prisonnier d'un système électoral absurde. Mais l'opinion publique israélienne est disponible. Le Président palestinien, lui, dit qu'il ne peut pas aller au-delà des concessions, et qu'il a déjà tout donné à l'avance ! Le Président des États-Unis maintient qu'il n'est plus possible de rester dans cette situation absurde, qui est un handicap majeur pour l'Occident. Il faut bouger. Les peuples attendent cela. Et le véritable enjeu du monde de demain n'est pas là.

D'autant que tout le monde connaît la solution. Le Président américain dit alors au Premier ministre israélien : on y va ! Si le Premier ministre hésite trop, le Président américain lui dit en privé : je suis prêt à employer des pressions. Je ne le dirai pas publiquement, mais je suis prêt à aller jusqu'au bout. Alors est-ce que vous venez avec moi ou pas ? Vous venez tel que vous êtes, ou alors changez de majorité. Débrouillez-vous. Ou alors, faites des élections.

Ils trouvent une solution ensemble, et ils s'engagent. Le Président américain va en Israël. Avec le Premier ministre israélien il dit : nous allons faire la paix. Les terroristes ne pourront pas nous arrêter. Comme Itzhak RABIN le disait, « *je poursuivrai le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme, mais bien sur je combattrai le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix* ». Cela concerne tout le monde, dans tous les camps, y compris les puissances extérieures qui peuvent avoir envie de torpiller cette politique. Il faut aller vite.

Ils vont sur place ensemble. Ils parlent directement à l'opinion d'Israël pour jouer sur sa disponibilité, sa maturité politique. A ce stade, ils ne s'occupent pas des palestiniens. Cela viendra après. Ils se retournent ensuite vers les communautés juives à l'extérieur, notamment les lobbys aux États-Unis et en Europe, qui ont été depuis maintenant 20 ans sur la ligne du blocage mais qui commencent néanmoins à être un peu contestés par des petits lobbys libéraux, des lobbys du camp de la paix. Le Premier ministre israélien et le Président américain s'adressent ensemble aux milieux des plus réticents. Ils leur disent qu'ils ne s'arrêteront pas, qu'ils iront si vite qu'ils ne pourront pas les arrêter, qu'ils obtiendront des résultats avant que qui que ce soit puissent les arrêter.

Ils s'adressent également aux Iraniens et à quelques autres, en leur disant également qu'ils ne pourront pas les arrêter.

Les négociations s'organisent dans un lieu neutre. Pas à Camp David qui rappelle à la fois de grands souvenirs, mais également des échecs, et qui est aux États-Unis. Il faut un autre lieu, un lieu neutre.

Les États-Unis sont à la manœuvre. Il y a les Israéliens. Il y a l'Autorité Palestinienne. Il est dit au Hamas que s'il veut rentrer dans le processus, il lui est ouvert. De ce fait, le Hamas se divise entre idéologues et politiques. Il y a division entre ceux qui veulent entrer dans le processus et les autres. Ils ne sont pas exclus par principe. Autour, pas loin, il y a des délégations de l'Union européenne en tant que telle, celles des pays européens qui ont des cartes à jouer, auprès des Israéliens, comme l'Allemagne et les Pays-Bas, de ceux qui ont une approche globale, comme l'Espagne, la France, la Grande Bretagne ou l'Italie. Il y a également la Turquie. L'Arabie. Il y a la ligue Arabe, le Maroc, le Qatar, etc. Il y a tous les partenaires, tous ceux dont l'on peut avoir besoin à un moment donné, qui n'interviennent pas directement dans les négociations, mais qui ne sont pas loin.

La négociation aboutit assez rapidement, puisque tout le monde connaît la solution. Les solutions sur les points les plus complexes sont trouvées au dernier moment sur Jérusalem, ou les réfugiés. Au départ les deux camps sont crispés par la méfiance, le passé. Aucun n'abat ses cartes à l'avance. Mais une solution est finalement trouvée. Immédiatement après, une sorte de plan Marshall gigantesque est déclenchée. Ce plan Marshall est inutile s'il n'y a pas de solution politique, alors qu'il devient très utile après la solution. Il bénéficie non seulement à la Palestine, y compris Gaza, mais à toute la région. Ces perspectives sont présentées avant aux opinions publiques. « Voilà ce que nous allons faire ensemble ». De l'argent est trouvé aux États-Unis, en Europe, dans les pays européens, dans les communautés juives du monde entier, dont une grande partie bascule à ce moment-là, et accepte de participer au financement et à la consolidation de la solution à deux États. Aussi dans les pays arabes riches, les émirats et les autres. Le Président américain a assuré depuis longtemps les Israéliens qu'il assurerait leur sécurité pour aussi longtemps que nécessaire sur les plans militaire, et technologique. On reprend ce que Jean-Paul II disait à l'Europe de l'Est. « N'ayez pas peur de la paix. Nous allons créer ensemble un Proche-Orient complètement différent. ».

Les négociations se poursuivent. Sans attendre est mis en place un mécanisme de relations bilatérales périodiques Israël-Palestine. Ils se rencontreront tous les 15 jours, ou tous les mois, et examineront en commun les problèmes lors des sommets régionaux.

La négociation avec la Syrie peut alors s'engager, sur une base solide. Et naturellement, la relation syro-libanaise, et la relation israélo-libanaise en sont transformées. Un plan spécial est mis en place pour Gaza.

Entre-temps, le Hamas s'est recomposé. Il n'a pas pu tenir sur le refus parce que la dynamique a été trop forte. Elle a complètement bousculé les lignes habituelles. Une sorte de « monitoring international » est mis en place pour Gaza. En effet, si le blocage israélien est en amont, et le problème palestinien est en aval, il faut résorber les divisions qui ont été systématiquement provoquées du côté palestinien et sont maintenant profondes. L'objectif est d'obtenir qu'en 3, 4 ou 5 ans, un jeune de Gaza, désespéré parce que ses cousins ou ses copains ont été tués par l'armée israélienne finit par penser qu'il est plus intelligent d'ouvrir une pizzeria que d'aller se faire exploser à un check point. Il faut un certain temps pour cela. Il faut que les pays donateurs soient raisonnables et patients.

Se met en place alors un Proche-Orient nouveau, qui entraîne dans sa dynamique la Jordanie et d'autres pays.

Cet ensemble devient une sorte de dragon émergent.

J'ai fini. Maintenant, vous pouvez comparer avec la réalité.